

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



VILLE DE PÉRIERS

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Commun à l'ensemble des lots

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Marché n°2024-04
Démolition et reconstruction d'une salle
multiculturelle à Périers
Et aménagement de deux logements
(relance des lots infructueux des marchés n°2024-01
et n°2024-03)**

Date et heure limites de réception des offres :

Le 4 juin 2024 à 12h00

Commune de Périers
1 Place du Général de Gaulle
BP 27
50190 PERIERS

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation.....	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Négociation.....	3
1.6 - Nomenclature.....	3
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 – Variantes.....	4
3 – Conditions particulières d'exécution : clause obligatoire d'insertion par l'activité économique...	4
4 – Durée du contrat et délai d'exécution	5
5 - Contenu du dossier de consultation	5
6 – Retrait du dossier de consultation	5
7 - Présentation des candidatures et des offres	6
7.1 – Eléments nécessaires à la présentation des candidatures	6
7.2 – Eléments nécessaires à la présentation des offres.....	7
8. Visite du site	8
9. – Remise des candidatures et des offres	8
10. – Vérification des candidatures et jugement des offres	9
10.1 – Vérification des candidatures	9
10.2 - Jugement des offres.....	9
11 - Attribution du marché.....	10
12 - Renseignements complémentaires	10
13 - Procédures de recours.....	10

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

**Les travaux de démolition et de reconstruction d'une salle multiculturelle à Périers ainsi que l'aménagement de deux logements
(relance des lots infructueux des marchés n°2024-01 et n°2024-03)**

Les travaux sont situés sur la commune de Périers.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte, avec négociation éventuelle, librement définie par le pouvoir adjudicateur. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché alloti, traité à prix global et forfaitaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 4 lots :

Lot	Désignation
Lot n°4	Charpente métallique
Lot n°10	Faux plafonds
Lot n°13	Plateforme élévatrice
Lot n°14	Electricité, courants forts et faibles

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

1.5 - Négociation

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition.

Le pouvoir adjudicateur peut décider en effet d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le pouvoir adjudicateur, au regard des critères de jugement des offres, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation.

En cas de négociation, l'ensemble des candidats ayant remis une offre seront invités à participer à cette dernière. La négociation portera sur l'ensemble des éléments des offres déposées. Le pouvoir adjudicateur peut cependant décider d'écarter de la négociation les soumissionnaires ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de courriels via la messagerie sécurisée du profil acheteur ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des soumissionnaires invités à négocier. Ces rencontres donnent lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation.

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot	Code principal	Description
/	45300000-0	Travaux d'équipement du bâtiment
4	45261100-5	Travaux de charpente
10	45421146-9	Mise en place de plafond
13	45313000-5	Travaux d'installation d'ascenseur
14	45311200-2	Travaux d'installation électrique

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché, toutefois, le mandataire du groupement doit être solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 – Variantes

La proposition de variante n'est pas autorisée.

3 – Conditions particulières d'exécution : clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

La Commune de Périers, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots n°3, 5, 6, 8, 10 et 14. L'entreprise attributaire du marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès et le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette obligation est mentionnée à l'article 13 du CCAP ainsi que les différentes modalités de mise en œuvre et de contrôle de son exécution, ainsi que les pénalités applicables en cas de non-respect de ses obligations par l'entreprise.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

Un travail partenarial a été mis en place, par le Département, pour favoriser la mise en œuvre des clauses sociales, en lien avec les opérateurs de l'emploi, de l'insertion et de la formation du territoire.

La Commune de Périers a sollicité, dans le cadre d'une convention, l'intervention du Département pour la mise en place d'une assistance spécifique qui doit permettre, aux entreprises qu'ils le souhaitent, d'être accompagnées dans la bonne compréhension et faciliter la mise en œuvre des clauses sociales de ces marchés.

Cette assistance à la mise en œuvre des clauses sociales inscrites dans les lots susmentionnés est organisée par conséquent, en mobilisant une professionnelle du Département de la Manche, facilitatrice des clauses sociales (pour les lots n°3, 5, 6, 8, 10 et 14).

Contact : Caroline SAUVAGE

Facilitatrice clauses sociales
Conseil départemental de la Manche
50050 Saint-Lô Cedex
Téléphone : 02 33 77 16 95 / 06 09 09 91 33
Email : Caroline.sauvage@manche.fr

La facilitatrice des clauses sociales a pour mission d'assurer le contrôle et le suivi des actions d'insertion réalisées dans le cadre de ces marchés, pour le compte du maître d'ouvrage. Elle vient en appui, également, des entreprises dans la valorisation des parcours des personnes mobilisées sur ces marchés.

4 – Durée du contrat et délai d'exécution

La durée du contrat et les délais d'exécution sont précisés à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) commun aux lots
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, propre à chaque lot
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun aux lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) par lot et ses annexes :
 - Annexe 1 : Plan Général de Coordination (PGC)
 - Annexe 2 : Etude géotechnique (FONDOUEST)
 - Annexe 3 : Notice Acoustique (ACOUSTEX)
 - Annexe 4 : Rapport initial du contrôleur technique (RICT)
 - Annexe 5 : Diagnostic et Rapport amiante (AC ENVIRONNEMENT – MESNIL SYSTEM)
 - Annexe 6 : Plans
 - Annexe 7 : Pré-étude béton (Plans BET PLBI)
 - Annexe 8 : Rapport de diagnostic structurel (CHARTON INGENIERIE)
 - Annexe 9 : Rapport de diagnostic parasitaire (AGENCE TELEFUNKO)
 - Annexe 10 : Rapport de vérification des installations électriques (SOCOTEC)
 - Annexe 11 : Déclarations de travaux
 - Annexe 12 : Tableau des surfaces
 - Annexe 13 : Diagnostic structure de la charpente pour la pose de panneaux photovoltaïques (annexe transmise ultérieurement)
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre à chacun des lots
- Le planning prévisionnel d'exécution des travaux
- L'attestation de visite du site

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 – Retrait du dossier de consultation

Les documents de la consultation peuvent être téléchargés gratuitement à partir du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marches.local-trust.com/entreprise>

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

7 - Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies, rédigées en langue française et exprimées en euro.

Si les pièces des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans la candidature, conformément à l'article R2143-16 du Code de la commande publique.

7.1 – Eléments nécessaires à la présentation des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise

Libellés
Une lettre de candidature, et le cas échéant, d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (ou le formulaire DC1 ou équivalent)
Une déclaration du candidat sur l'honneur (ou le formulaire DC2 ou équivalent) indiquant que le candidat individuel ou chaque membre du groupement n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du Code de la commande publique.
L'extrait K-bis
Le pouvoir habilitant le signataire à engager le candidat individuel ou chaque membre du groupement (délégation de signature, extrait K-bis, ...)

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME). Le DUME peut être généré à cette adresse : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Renseignements concernant l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière, les capacités techniques et professionnelles de l'entreprise

Libellés
La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. La preuve de la capacité financière du candidat peut être apportée par tous moyens.
Une liste des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de trois ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date, le lieu d'exécution des travaux le destinataire, et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
Une description de l'outillage, du matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public, y compris les équipements de protection individuelle.
Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
La preuve d'une assurance pour les risques professionnels pertinents.
Les qualifications et certifications professionnelles : -Certificats de qualification (OPQCB, Qualifélec, FNTP, CHIH, ...) en cours de validité (de moins de 1 an) ou équivalents. -Certificat QUALIBAT RGE pour les postes isolation, ventilation et panneaux photovoltaïques -Agréments en cours de validité (de moins de 1 an) nécessaires à l'exécution des travaux, le cas échéant.

-Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R4412-129 du Code du travail. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Chacun des certificats et des qualifications précités pourra faire l'objet d'équivalence. L'équivalence s'apprécie au regard des caractéristiques techniques des prestations objet du présent marché. Le candidat devra apporter tout moyen de preuve permettant d'attester de sa capacité technique à exécuter les travaux. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir les attestations délivrées par les organismes de leur Etat d'origine.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

7.2 – Eléments nécessaires à la présentation des offres

Pour le choix de l'offre, les candidats devront produire les documents suivants (communs aux lots) :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) dûment complété propre à chacun des lots
L'annexe « insertion par l'activité économique » à l'acte d'engagement dûment complétée propre à chaque lot concerné (selon les dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique)
La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dûment complétée propre à chacun des lots
Le mémoire technique des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, composé des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">– Les moyens humains dédiés à l'exécution du chantier (moyens humains mis en place pour le chantier en précisant les qualifications mises en œuvre)– La coordination avec les autres corps d'état et l'organisation au niveau de la transmission des plans d'exécution, des plans de réservation, ...– Les mesures permettant d'aboutir à une qualité optimale du chantier– Les mesures prises pour réduire les nuisances provoquées par les travaux– Un programme d'exécution des travaux indiquant la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier, en tenant compte de la cohérence du planning prévisionnel– Les moyens techniques dédiés à l'exécution du chantier (les principaux matériels, les conditions de stockage, les modalités de mises en œuvre particulières, le repliement en fin de journée ou en fin d'intervention)– Les dispositions prises par l'entreprise en matière d'hygiène et de sécurité (l'application pratique du système qualité sur l'opération, les mesures d'hygiène mises en œuvre pour l'opération, les mesures de sécurité spécifiques au chantier– Le mode de gestion de tri et de stockage des déchets sur le chantier, le mode d'évacuation et la périodicité, les lieux de traitement des déchets selon leur nature
L'attestation de visite du site dûment complétée et signée

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

8. Visite du site

Une visite sur site est vivement recommandée. Les conditions de visites sont les suivantes :

La prise de rendez-vous devra être adressée auprès de la Mairie de Périers à l'adresse suivante :

contact@ville-periers.fr

Le candidat indiquera les noms et qualité des représentants de la société participant à la visite.

En cas de questions lors de la visite, aucune réponse ne sera apportée à l'oral. Les candidats sont invités à transmettre leurs questions par voie écrite selon les modalités et date limite prévues au présent règlement de la consultation.

Une attestation de visite sera remise au candidat ayant réalisé la visite et devra être jointe au dossier de l'offre du candidat.

9. – Remise des candidatures et des offres

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://marches.local-trust.com/entreprise>

Pour éviter tout problème lors de l'ouverture des plis, les soumissionnaires sont invités à respecter les éléments suivants :

- choisir un nom de fichier court et significatif, en privilégiant les abréviations
- ne pas utiliser de caractères spéciaux
- remplacer les espaces entre deux termes par un underscore « _ »

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Si le soumissionnaire adresse plusieurs offres sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement sera examinée.

Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-après, sous pli scellé portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du soumissionnaire et l'identification de la procédure concernée :

Commune de Périers
1 Place du Général de Gaulle
BP 27
50190 PERIERS
Référence et objet de la consultation :
Lot n°
Candidat :

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission électronique ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

10. – Vérification des candidatures et jugement des offres

10.1 – Vérification des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection, sont les capacités professionnelles, techniques et financières.

Conformément à l'article R2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

Avant de procéder à la vérification des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 8 jours.

10.2 - Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres, communs à tous les lots, sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération / Points
Critère n°1 – Valeur technique	60%
<u>Sous-critère n°1 : L'organisation des travaux (20 points)</u> <ul style="list-style-type: none">– la coordination avec les autres corps d'état et l'organisation au niveau de la transmission des plans d'exécution, plans de réservation– les mesures permettant d'aboutir à une qualité optimale du chantier– les mesures prises pour réduire les nuisances provoquées par l'exécution des travaux	
<u>Sous-critère n°2 : Le programme d'exécution des travaux (15 points)</u> <ul style="list-style-type: none">– le programme d'exécution des travaux indiquant la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier, en tenant compte de la cohérence du planning prévisionnel	
<u>Sous-critère n°3 : Les moyens humains et matériels (15 points)</u> <ul style="list-style-type: none">– les moyens humains dédiés à l'exécution du chantier : moyens humains mis en place en précisant les qualifications professionnelles mises en œuvre (10 points)– les moyens matériels dédiés à l'exécution du chantier : les principaux matériels utilisés sur le chantier, les conditions de stockage, les modalités de mises en œuvre particulières, le repliement en fin de journée ou en fin d'intervention (5 points)	
<u>Sous-critère n°4 : Les dispositions prises par l'entreprise en matière environnementale, d'hygiène et de sécurité (10 points)</u> <ul style="list-style-type: none">– hygiène et sécurité : l'application pratique du système qualité sur l'opération, les mesures d'hygiène mises en œuvre pour l'opération, les mesures de sécurité spécifiques au chantier– environnement : le mode de gestion de tri et de stockage des déchets sur le chantier, le mode d'évacuation et de périodicité, les lieux de traitement des déchets selon leur nature	

<p>Critère n°2 – Prix des prestations</p> <p>Le prix sera jugé à partir du montant total de la décomposition du prix global et forfaitaire.</p> <p>40 points sont attribués à l'offre présentant le prix le plus bas. Les offres suivantes se verront attribuer une note sur 40 calculée de la manière suivante :</p> <p>Note = (montant de l'offre la moins élevée) / (montant de l'offre analysée) x 40</p>	<p>40%</p>
--	-------------------

11 - Attribution du marché

La réglementation ne fait plus l'obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre au moment du dépôt. Si malgré tout, le soumissionnaire souhaite signer son offre au moment du dépôt, il est fortement recommandé de retenir le format de signature PAdES.

En tout état de cause, la signature de l'offre du soumissionnaire attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 8 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur. A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du soumissionnaire attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le soumissionnaire suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

12 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires concernant cette consultation, les candidats doivent faire parvenir leur demande de manière électronique sur la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante : <https://marches.local-trust.com/entreprise>

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des candidatures feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des candidatures.

13 - Procédures de recours

Concernant la présente consultation, les éléments relatifs aux procédures de recours sont précisés ci-après.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Caen
3 rue Arthur Leduc
BP 25086
14050 CAEN CEDEX 4
Téléphone : 02 31 70 72 72
Télécopie : 02 31 52 42 17
Courriel : greffe.ta-caen@juradm.fr
Adresse internet : <http://caen.tribunal-administratif.fr/>
Téléprocédures devant les juridictions administratives : www.telerecours.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.